

Améliorer la compréhension de l'OPSC chez les enfants et les jeunes



**PROTOCOLE FACULTATIF A LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE
L'ENFANT, CONCERNANT LA VENTE D'ENFANTS, LA PROSTITUTION DES
ENFANTS ET LA PORNOGRAPHIE METTANT EN SCENE DES ENFANTS (OPSC)**

LES ENFANTS NE SONT PAS A VENDRE, ILS DOIVENT ETRE PROTEGES DE TOUTE FORME D'EXPLOITATION SEXUELLE



**LES MESURES QUE DOIVENT PRENDRE
LES PAYS POUR REPRIMER LA VENTE,
LA PROSTITUTION ET LA PORNOGRAPHIE
DES ENFANTS ET DES JEUNES**

Remerciements

Nous souhaitons exprimer notre sincère reconnaissance envers tous ceux qui ont contribué à cette publication.

Nous remercions vivement les enfants et les jeunes qui ont revu les ébauches initiales du document et relu le texte avec un œil critique, ce qui a permis d'améliorer la conception de cette ressource, notamment : les enfants et les jeunes du groupe Kishore Kishori (centre pour les enfants astreints au travail au Népal, CWIN) ; Milijuli Kishore Kishori et Youth Safe (CWIN) ; Voice of Children ; Hatemalo ; Ketaketi Home ; SOS Villages d'Enfants ; KKT ; CWIN ; ECPAT et l'équipe d'enfants et de jeunes apportant leur soutien à la Rights of Young Foundation (fondation pour les droits des jeunes) en Ouganda et enfin les enfants et les jeunes appuyant la Child Development Agency (agence pour le développement de l'enfance, Jamaïque).

Nous sommes également très reconnaissants envers les adultes, les jeunes, les organismes et les organisations ayant appuyé les essais du matériel sur le terrain et la participation des enfants et des jeunes, notamment : Bimol Bhetwal (ECPAT) et Junita Upadhyay (ECPAT International) ; Shubha Raj Pokharel (CWIN) ; Sujana Burlakoti, Law Students Society (association d'étudiants en droit) ; Jonathan Ssembajwe, Rights of Young Foundation (fondation pour promotion des droits des jeunes) ; le département de la politique, de la planification et de

l'évaluation ainsi que celui de l'appui à l'enfance et aux familles de la Child Development Agency (agence pour le développement de l'enfance, Jamaïque).

Nous remercions nos partenaires pour leurs précieux commentaires sur les différentes ébauches :

- Najat Maalla M'jid, Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,
- Save the Children,
- Plan International,
- World Vision,
- ECPAT International.

Enfin, nous remercions la Fondation Oak pour son appui financier.

La direction artistique et la conception ont été assurées par Jason Robinson, PlanetYou; illustrations de Qin Cheng.

Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la
question de la violence à l'encontre des enfants
633 - 3rd Avenue, 24th floor
New York, NY 10017
+1 212-824-6322
www.srsg.violenceagainstchildren.org/fr
Version française
Septembre 2014



Chères lectrices, chers lecteurs,

Les gouvernements, les organisations et les personnes du monde entier sont engagés à protéger les enfants et les jeunes et à assurer le respect de leurs droits. Les années ont vu la formulation de bon nombre de promesses et d'engagements importants à l'échelle internationale en vue d'assurer aux enfants une enfance sûre et sans danger. Tous les enfants devraient savoir que ces promesses ont été faites pour s'y reporter lorsque nécessaire.

Dans ce livret, vous trouverez des explications sur un engagement international particulier : le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (ou OPSC). L'OPSC est important, car il explique comment mettre fin aux violences sexuelles à l'encontre des enfants et comment aider les enfants concernés

La version officielle de l'OPSC comporte de nombreux termes techniques et juridiques difficiles (par exemple : juridiction et extradition) que certaines personnes risquent de ne pas comprendre. Grâce au soutien et aux conseils des enfants, nous avons choisi d'inclure et de conserver la plupart de ces termes dans ce livret et de fournir des explications. D'après les enfants, si ces termes sont difficiles à comprendre, il est très utile de connaître leur définition. Ainsi, cette version de l'OPSC s'adresse plutôt aux grands enfants et aux jeunes bénéficiant du soutien d'adultes, d'enseignants et de responsables informés.

Si vous avez d'autres questions, ou si vous devez utiliser l'OPSC à des fins juridiques, nous vous conseillons de vous référer à la version intégrale officielle (vous trouverez un lien à la fin de cette publication).

Dans cette publication, vous apprendrez:

1. Ce que sont les Nations unies.
2. Ce que sont une convention et un protocole facultatif.
3. Ce qu'est une procédure de présentation de communications.
4. Et d'autres informations utiles.

Nous vous encourageons à diffuser largement les informations que vous trouverez dans ce livret, notamment auprès des jeunes et des enfants de votre famille, de votre école et de votre communauté. Nous vous incitons également à partager ces informations sur Internet. Utilisez-les pour entamer une discussion avec vos amis sur la façon dont vous pouvez vous protéger. Les professeurs, les personnes responsables d'enfants et les organisations luttant contre la violence y trouveront également des éléments intéressants. Si vous souhaitez plus d'informations sur l'OPSC, ou si vous souhaitez agir, consultez la partie « Recherche et plaidoyer » en fin de publication.



Avertissement

Ce livret aborde des questions relatives aux violences sexuelles. Il se peut que les informations contenues dans ce document soient difficiles à lire. Certains lecteurs se sentiront peut-être tristes, inquiets ou effrayés. Si tel est le cas, vous pouvez en parler autour de vous. Adressez-vous à une personne de confiance qui vous aidera à trouver le soutien nécessaire ; par exemple un parent, un responsable, un enseignant, un travailleur social, un frère ou une sœur.

Très amicalement,

Marta Santos Pais, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants



Pour bien commencer

Avant d'en dire plus sur le **Protocole facultatif (OPSC)**, commençons par expliquer certains des mots et questions clés mentionnés dans ce document.

Qu'est-ce que les droits de l'homme ?

Tous les enfants ont les mêmes droits humains. Certains concernent les besoins physiques essentiels qui permettent de grandir et d'être en bonne santé. Par exemple, vous avez le droit à de la nourriture, de l'eau, un logement et des soins essentiels de santé. D'autres droits sont liés à la façon dont les autres peuvent vous traiter. Vous avez le droit d'être traités avec dignité et respect. Certains droits concernent également le fait que vous devez recevoir des soins, vous développer et à former pleinement part de votre communauté. Vous avez le droit à l'éducation, à exprimer vos idées et vos opinions, à accéder à l'information et à participer à la prise de décision pour les questions qui vous concernent. Vous avez également le droit d'être protégés de toute forme de violence, et de ne pas faire l'objet de discriminations quels que soient votre race, votre couleur de peau, votre sexe, votre langue, votre religion, vos opinions, votre fortune, vos facultés ou votre origine.

Qu'est-ce que les Nations unies ?

L'Organisation des Nations unies, ou ONU, est une institution internationale divisée en plusieurs parties et agences. C'est un endroit où tous les pays du monde peuvent débattre de problèmes afin d'y trouver des solutions. L'ONU joue un rôle capital, car elle tente de maintenir la paix et la sécurité internationales, mais elle traite aussi de questions concernant l'environnement, la santé, l'éducation et la protection des enfants, des femmes et des personnes handicapées, entre autres. L'ONU entreprend des actions pour appuyer les droits de l'homme, notamment en mettant au point des accords internationaux également connus sous le nom de traités, conventions et protocoles.

Qu'est-ce qu'une convention ?

Une convention est un accord légal écrit et signé par les gouvernements pour garantir les droits des personnes ou pour résoudre un problème particulier. Elle répertorie les promesses (ou les « engagements ») faites par les gouvernements à propos d'une question précise (par exemple : protéger les droits des enfants). Ces engagements font partie du droit international.

Qu'est-ce que la Convention relative aux droits de l'enfant ?

Le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, aussi appelée CDE. La CDE reconnaît les droits fondamentaux de tous les enfants, de tous les jeunes garçons et de toutes les jeunes filles, partout dans le monde. Elle définit l'enfant comme toute personne de moins de 18 ans. C'est la convention relative aux droits de l'homme la plus acceptée dans le monde.

Qu'est-ce qu'une ratification ?

Quand un gouvernement « ratifie » une convention, celle-ci devient une obligation légale pour ce pays. En ratifiant une convention, un gouvernement devient « État Partie » et promet de respecter les points énoncés dans cette convention.

Qu'est-ce qu'un protocole facultatif ?

Les protocoles facultatifs sont créés pour compléter une convention existante et reconnaître de nouveaux engagements que les gouvernements doivent aussi respecter (par exemple, protéger les enfants contre les violences sexuelles ou le renforcement de la protection des enfants victimes des conflits armés). Les protocoles facultatifs, une fois ratifiés par les gouvernements, ont le même effet qu'une convention et peuvent être utilisés de la même façon.

Par exemple : la Convention relative aux droits de l'enfant comporte trois protocoles facultatifs. Le premier concerne l'implication des enfants dans les conflits armés ; le deuxième, les différentes formes de vente et d'exploitation sexuelle des enfants ; enfin, le troisième concerne les « procédures de présentation de communication » et la façon dont les enfants ou leurs représentants peuvent déposer plainte pour violation de leurs droits.

Pour en savoir plus

Une grande partie des informations présentes dans cette partie proviennent d'une série de livrets en anglais intitulés What is... (Qu'est-ce que...). Ces dix livrets ont été élaborés pour les enfants et les jeunes et ils permettent d'expliquer un grand nombre de choses sur l'ONU. Vous trouverez les liens vers les livrets en fin de publication.



L'OPSC en bref

Maintenant, parlons rapidement du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ou OPSC.

L'OPSC aborde trois formes principales de violence :

1. La vente d'enfants
2. La prostitution des enfants
3. La pornographie mettant en scène des enfants

Ce livret peut vous aider à mieux comprendre ces enjeux :

La vente d'enfants

La vente d'enfants se définit par tout acte en vertu duquel un enfant est remis ou vendu contre rémunération ou tout autre avantage (par exemple des biens, des cadeaux ou toute forme d'assistance). Quand la question de la vente d'enfants est abordée dans l'OPSC, on apprend que les enfants peuvent être vendus pour de nombreuses raisons : travail forcé, dangereux ou illégal ; violences et exploitation sexuelles ; enfants soldats ; mariage arrangé ou temporaire ; et adoption illégale. L'OPSC aborde également la question du commerce illégal (trafic) d'organes d'enfants.

Parfois, la vente d'enfants implique le recours à la « **traite** » des enfants. La traite consiste à déplacer une personne dans le but de l'exploiter (travail et mariage forcés, exploitation sexuelle). Par exemple, certaines personnes emmènent des enfants loin de chez eux et les vendent à d'autres personnes qui les forceront à mendier dans la rue ou à travailler illégalement chez d'autres personnes ou dans les champs.



La prostitution des enfants

On entend par prostitution le fait d'utiliser une personne aux fins d'activités sexuelles contre rémunération ou toute autre forme d'avantage. On peut parler de prostitution si un enfant est victime de violence sexuelle en échange d'argent, de nourriture, de vêtements, d'un abri ou de toute forme de protection. Ces récompenses sont parfois données directement à l'enfant, mais peuvent aussi être données à une personne exerçant un contrôle sur l'enfant.

Les adultes peuvent menacer les enfants ou les inciter, les pousser, ou les forcer à se prostituer. Les enfants peuvent être exploités à des fins de prostitution dans différents endroits, notamment dans la rue, dans une discothèque, un bar, une maison close, un hôtel, une maison ou une école.



La pornographie mettant en scène des enfants

La pornographie mettant en scène des enfants comprend des images (photos et vidéos), des enregistrements sonores ou des textes écrits par des enfants victimes de violences sexuelles. Ces images, enregistrements et textes sont utilisés par des adultes à des fins sexuelles et incluent généralement des photographies ou des films représentant les organes sexuels d'enfants, un adulte s'adonnant à une activité sexuelle avec un enfant, ou des enfants pratiquant des activités sexuelles entre eux. Généralement, le matériel pornographique mettant en scène des enfants est partagé, échangé ou vendu par des adultes.

Il est possible de trouver des images à caractère pédopornographique sur de nombreux supports : Internet, téléphones portables, films, DVD, vidéos, photographies, magazines, livres, dessins animés et affiches.



Pourquoi l'OPSC est-il important ?

La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) comporte un certain nombre d'articles (ou parties) concernant la protection de l'enfant contre toute forme d'exploitation sexuelle :

- Dans l'article 19, il est précisé que les gouvernements doivent prendre toutes les mesures pour que l'enfant soit correctement traité et protégé de toute forme de violence, y compris la violence sexuelle.
- L'article 32 indique que les enfants doivent être protégés de tout travail dangereux, comportant des risques pour leur santé ou compromettant leur éducation.
- L'article 34 protège les enfants de « toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle ».
- L'article 35 incite les gouvernements à prendre toutes les mesures pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants.
- L'article 39 incite les gouvernements à aider les enfants victimes à chaque étape de leur rétablissement.

L'OPSC est très utile, car il définit et aborde de façon détaillée trois problèmes majeurs : la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Ce protocole aide les gouvernements, les parlements, les organisations et les personnes qui travaillent auprès d'enfants à faire le nécessaire pour protéger les enfants victimes, pour garantir que les coupables soient traduits en justice et pour renforcer les lois et les politiques visant à protéger les enfants de toute forme de violence sexuelle.

Les gouvernements qui ratifient l'OPSC s'entendent sur le fait que des actes tels que la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants sont des infractions très graves. L'OPSC

demande aux gouvernements de « criminaliser » ces actes, c'est-à-dire s'assurer qu'ils seront punis par le droit pénal du pays concerné et que les coupables seront traduits en justice. Dans cette situation, il est primordial que les enfants victimes bénéficient d'une assistance pour les aider à se sentir en sécurité et à comprendre ce qu'ils sont en train de vivre. L'OPSC décrit également comment les enfants victimes doivent être protégés et soutenus à tous les stades de la procédure judiciaire et notamment au tribunal.

Les gouvernements qui signent l'OPSC s'entendent aussi sur le fait que les enfants victimes ont le droit de réclamer « réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables », ce qui signifie qu'un enfant victime doit être en mesure d'entamer une procédure juridique contre toute personne ayant commis une infraction à son encontre afin d'obtenir réparation pour ce qui lui est arrivé. Il peut s'agir d'une indemnisation financière (argent) ou de diverses formes d'assistance (soins médicaux, assistance sociale) qui peuvent aider une victime à se rétablir et se remettre du préjudice subi.

L'OPSC a été accepté/adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000. Il est entré en vigueur le 18 janvier 2002.

Pour en savoir plus

Les définitions présentes dans cette partie ont été rédigées d'après l'OPSC et les publications et travaux principaux réalisés par ECPAT International dans le but d'aider les enfants et les jeunes à comprendre ces questions. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site du réseau d'organisations. Vous y trouverez également des documents adaptés aux jeunes lecteurs :



<http://www.ecpat.net/> (en anglais).

L'OPSC EN DÉTAIL

Maintenant, examinons l'OPSC plus en détail.

L'OPSC comporte 17 articles.

Les articles 1 à 3 présentent les principales raisons qui motivent la mise au point de l'OPSC et définissent les formes de violence qu'il combat.

Article 1- Interdiction

Cet article précise que les gouvernements signataires de l'OPSC acceptent de rendre illégales la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Article 2- Définitions

Cet article définit les trois principales formes de violence couvertes par le protocole :

- (a) La vente des enfants
- (b) La prostitution des enfants
- (c) La pornographie mettant en scène des enfants

[Ces termes ont été définis pages 8 et 9 de ce livret]

L'OPSC aborde certaines formes de violence. D'autres accords internationaux traitent de différentes formes de violence et de maltraitance. Vous en trouverez une liste dans la partie « Recherche et plaidoyer » de ce livret.

Article 3- Formes de violence

Cet article énumère les actes que les gouvernements s'engagent à rendre illégaux dans le cadre de leur droit pénal, notamment :

- La vente d'enfants, notamment aux fins :
 - d'exploitation sexuelle de l'enfant
 - de la vente d'organes de l'enfant
 - de travail forcé
- L'adoption illégale d'un enfant,
- Le fait d'offrir ou d'obtenir un enfant à des fins de prostitution,
- La production, la vente, la diffusion ou la détention d'images présentant des abus perpétrés contre des enfants.

L'OPSC demande aux gouvernements de s'assurer que ces actes soient considérés comme des infractions graves et que toute personne commettant l'un de ces actes soit punie, y compris les personnes qui tentent de les commettre ou qui aident une autre personne à le faire. Il peut aussi s'agir d'une entreprise privée (un hôtel, une discothèque, un bar). Pour cette raison, l'OPSC demande aux pays de veiller à ce que les entreprises privées puissent être tenues responsables de ce genre d'infractions.

Les articles 4 à 7 demandent aux gouvernements de résoudre certaines difficultés liées à leurs systèmes judiciaires et juridiques.

Article 4 – Juridiction

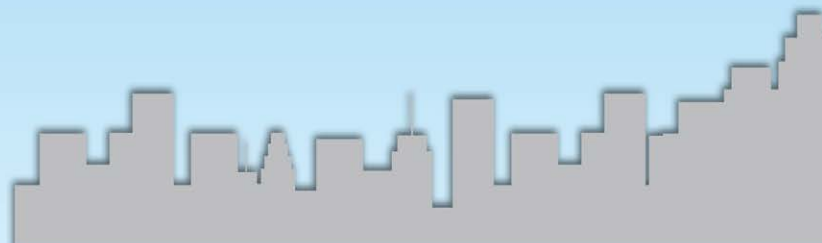
Cet article aborde la notion de « juridiction », c'est-à-dire le pouvoir de prendre des décisions de justice et d'engager des poursuites contre une personne ou une entité. Cet article est important, car il exige que les gouvernements définissent clairement qui est en mesure de prendre des décisions de justice ou d'engager des poursuites contre toute personne enfreignant le protocole en vendant des enfants, en les forçant à se prostituer et en ayant recours à la pornographie mettant en scène des enfants.

Cette question est extrêmement complexe et délicate.

En effet, il se peut que la victime vive dans un pays et que l'auteur présumé de l'infraction vienne d'un autre. Quel pays doit se charger de traduire en justice le suspect ? Est-ce le pays de la victime ou celui de l'auteur présumé ? Que se passe-t-il dans le cas où les lois ne sont pas les mêmes dans chaque pays ?

Il se peut aussi que les infractions soient commises à bord d'un avion ou d'un bateau, auquel cas il est plus difficile de déterminer quel pays est responsable.

L'article 4 invite les gouvernements à préciser la manière dont les différentes affaires seront traitées par chaque système juridique et à faire en sorte que leurs tribunaux soient en mesure de traiter les infractions commises dans le pays concerné ou à bord d'un avion ou d'un bateau immatriculé dans le pays.



Article 5 – Extradition

L'article 5 explique ce que les pays doivent faire dans le cas où une « extradition » est nécessaire. Une extradition est une procédure par laquelle une personne accusée (ou coupable) est transférée d'un pays à l'autre pour y être jugée ou exécuter sa peine. Une extradition est parfois nécessaire si une personne commet une infraction (par exemple agresser sexuellement un enfant) dans un pays, puis s'enfuit dans un autre pays pour échapper à une sanction.

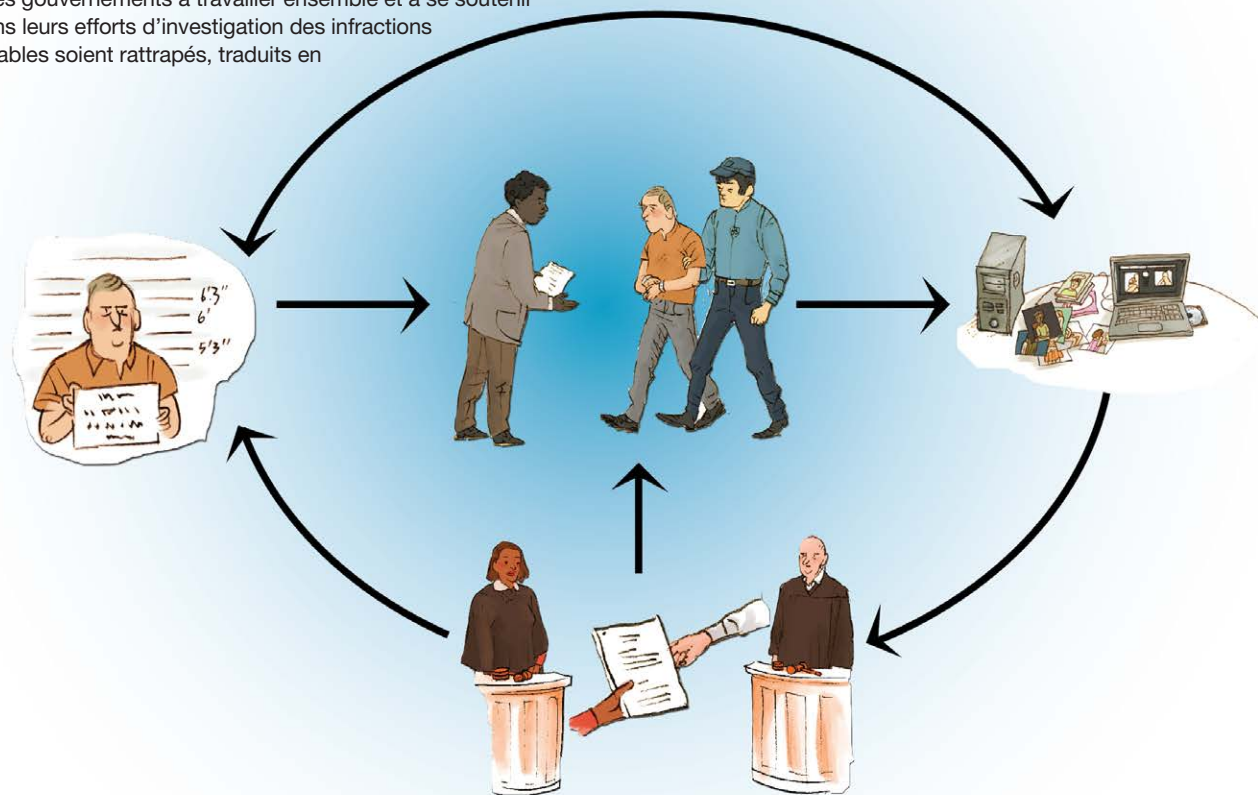
Les extraditions sont parfois compliquées en raison des différences entre systèmes juridiques de chaque pays et des façons de lutter contre les crimes. En outre, tous les pays n'ont pas signé des accords internationaux visant à faciliter l'extradition d'un pays à un autre.

L'OPSC tente de résoudre certaines de ces difficultés. Par exemple, il permet aux pays qui n'ont pas signé d'accord d'extradition de renvoyer une personne dans son pays (extrader), à condition que les deux pays soient signataires de l'OPSC.



Article 6 – Entraide judiciaire et coopération

Chaque pays dispose de son propre système juridique, de sa police et de ses tribunaux. Comme de nombreuses personnes coupables d'actes criminels commettent des infractions dans des pays différents du leur ou s'enfuient dans un autre pays, il est important que les autorités des différents pays collaborent. L'article 6 invite les gouvernements à travailler ensemble et à se soutenir mutuellement dans leurs efforts d'investigation des infractions afin que les coupables soient rattrapés, traduits en justice et punis.

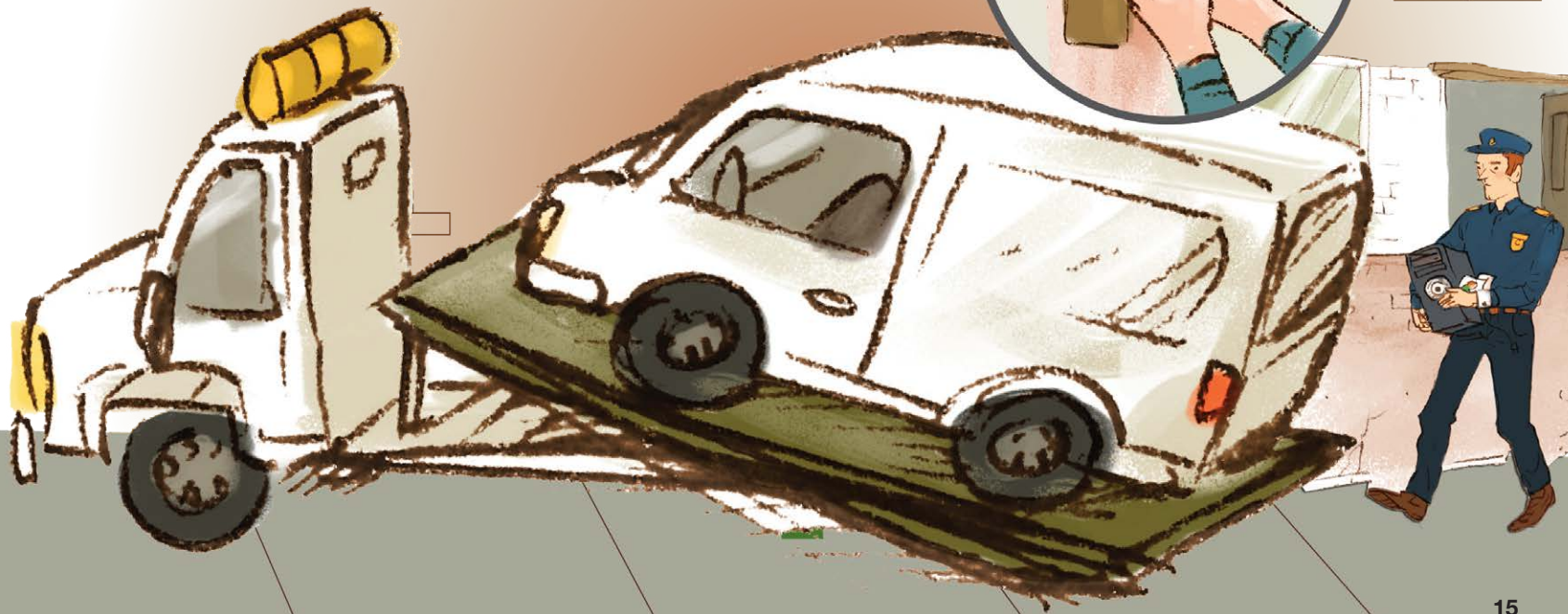
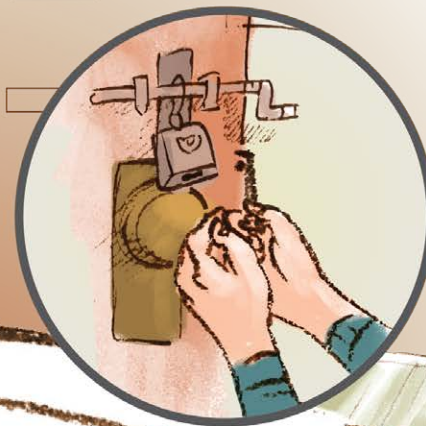


Article 7 – Saisie (ou « confiscation ») des biens et de l'argent

Les personnes coupables d'actes criminels possèdent parfois un appartement, une voiture, des ordinateurs, des armes et d'autres biens qu'ils utilisent pour commettre une infraction. Il est possible qu'ils disposent de grosses sommes d'argent provenant de leur activité criminelle.

L'article 7 incite les pays à prendre les mesures nécessaires pour que ces biens et cet argent puissent être saisis (ou « confisqués »).

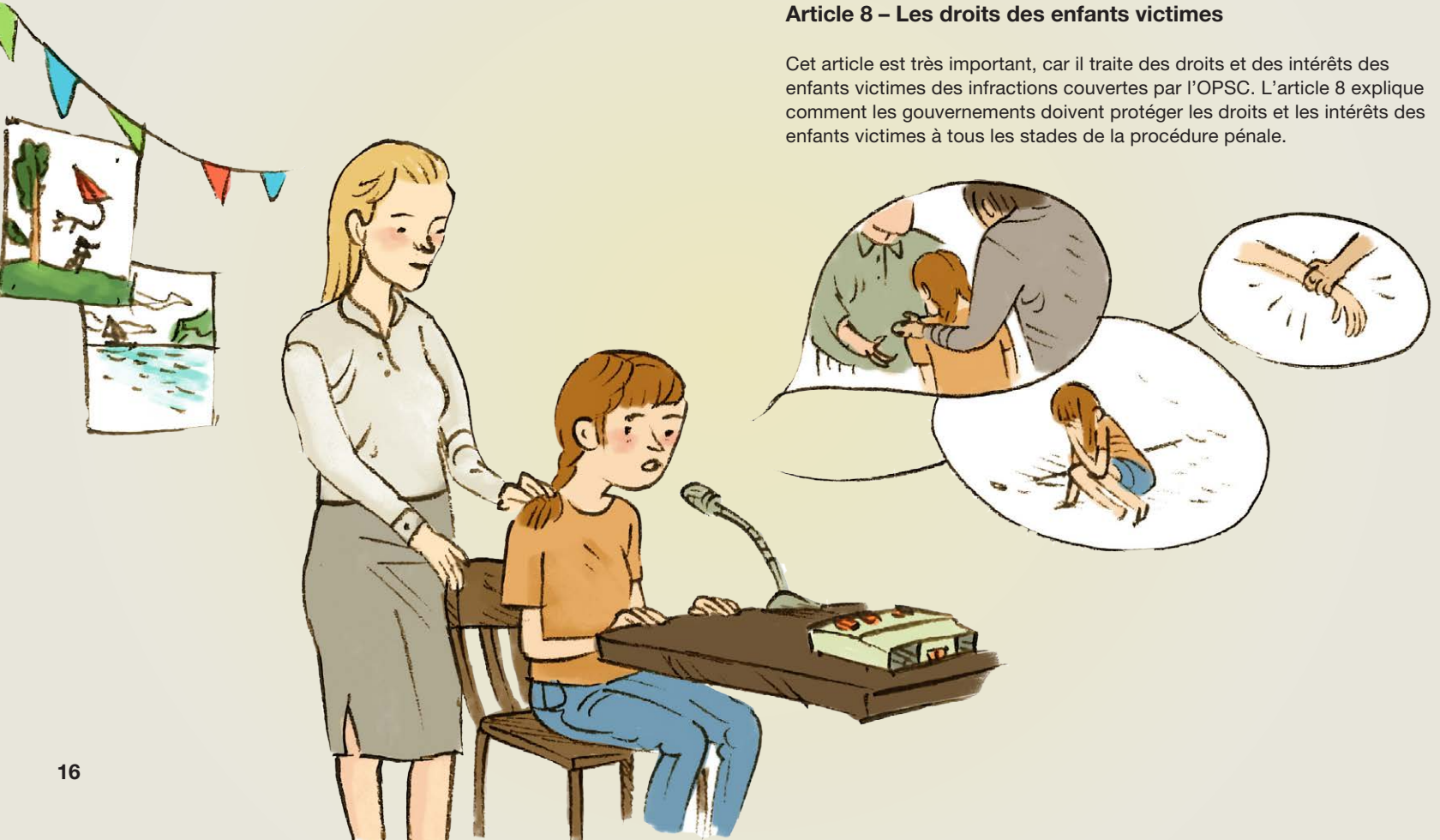
L'article 7 invite aussi les gouvernements à fermer les locaux utilisés pour commettre ces infractions à l'encontre des enfants.



Les articles 8 à 11 traitent des questions liées à la protection, à la prévention et à la coopération.

Article 8 – Les droits des enfants victimes

Cet article est très important, car il traite des droits et des intérêts des enfants victimes des infractions couvertes par l'OPSC. L'article 8 explique comment les gouvernements doivent protéger les droits et les intérêts des enfants victimes à tous les stades de la procédure pénale.



Les gouvernements doivent prendre les mesures suivantes :

- Garantir des procédures pénales tenant compte des besoins particuliers de l'enfant victime et du fait qu'être impliqué dans des affaires judiciaires peut être une expérience difficile et effrayante pour un enfant. Les autorités doivent notamment proposer des pièces spécialement aménagées et offrant aux enfants un environnement rassurant, et adapté pour favoriser leur témoignage en confiance. Elles doivent aussi enregistrer ou filmer les enfants lorsqu'ils témoignent pour qu'ils n'aient pas besoin de le faire plusieurs fois ou de le faire lorsque le coupable se trouve dans la même pièce.
- Veiller à ce que les enfants victimes soient tenus informés de leurs droits et de tout ce qui concerne leur affaire.
- Veiller à ce que les vues et les préoccupations des enfants victimes soient entendues et examinées durant la procédure.
- Fournir une assistance adaptée aux enfants victimes à tous les stades de la procédure judiciaire.
- Protéger la vie privée et l'identité de l'enfant victime (en s'assurant par exemple que le nom et le visage de l'enfant n'apparaissent ni dans les journaux, ni à la télévision).
- Protéger les enfants victimes, leurs familles et autres témoins en les tenant éloignés de toute personne qui risquerait de les intimider ou de leur faire du mal parce qu'ils ont témoigné.
- Éviter que les procédures ne durent trop longtemps.
- Veiller à la sécurité des personnes et des organismes œuvrant à la prévention des crimes, de la protection des enfants et apportant un soutien aux enfants victimes en voie de rétablissement.
- Proposer une formation aux personnes qui travaillent auprès d'enfants victimes (policiers, avocats, travailleurs sociaux, juges, etc.)



Article 9 – Prévention et réparation

L'article 9 décrit les mesures à adopter pour empêcher les préjudices et favoriser le rétablissement des enfants victimes. L'OPSC demande aux gouvernements de créer des lois, des politiques et des programmes visant à empêcher la vente et la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Certains enfants sont particulièrement exposés et très vulnérables ; les gouvernements doivent leur accorder une attention particulière.

L'OPSC demande aux gouvernements de s'assurer que les adultes et les enfants soient tenus informés des infractions et des mesures possibles à prendre pour leur prévention, pour protéger les enfants et pour qu'ils puissent avoir accès à une assistance lorsque nécessaire. Les gouvernements doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour sensibiliser le grand public avec des campagnes d'information, des activités éducatives et de formation.



Les gouvernements doivent encourager la participation des communautés (en particulier des enfants) à ces initiatives d'information et de sensibilisation, d'éducation et de formation. Ils doivent également interdire tout matériel faisant la publicité ou encourageant les infractions à l'encontre des enfants.

L'article 9 reconnaît aussi le droit de l'enfant victime à obtenir une aide et une assistance pour son rétablissement physique et psychologique, mental et émotionnel et en vue d'un avenir sûr et prospère.

Cet article indique que les enfants victimes ont le droit de réclamer « réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables ». Cela signifie qu'un enfant victime peut entamer une procédure juridique contre toute personne ayant commis une infraction à son encontre afin d'obtenir réparation (sous forme d'argent, de soins médicaux ou autres avantages) pour ce qui lui est arrivé.



Article 10 – Coordination et coopération internationale

L'article 10 reconnaît l'importance d'une collaboration à l'échelle nationale et internationale.

À l'échelle nationale, de nombreuses organisations et institutions peuvent aider à éliminer les violences faites aux enfants, notamment : les services gouvernementaux, les parlements, les défenseurs des droits de l'enfant, les organisations de la société civile et les entreprises. La coordination de tous ces efforts est primordiale pour obtenir les meilleurs résultats possibles en faveur des enfants et empêcher toute forme de violence et d'abus à leur encontre.

À l'échelle internationale, les pays doivent saisir toutes les occasions de :

- renforcer la prévention de la violence contre les enfants,
- s'assurer que les coupables soient traduits en justice et punis,
- garantir la protection des enfants,
- offrir aux victimes la possibilité de se rétablir et de mener une vie prospère.

L'article 10 exige que les gouvernements examinent les causes profondes de ces infractions (par exemple : la pauvreté, la discrimination et les conflits armés). Les pays doivent unir leurs efforts pour construire des sociétés justes et pacifiques.

Les pays en mesure d'apporter une assistance financière, ou toute autre forme d'assistance, aux pays qui en ont besoin, sont invités à le faire.



Article 11 - Il convient de toujours appliquer la loi la plus propice à la réalisation des droits de l'enfant

Les accords internationaux sont le fruit de négociations entre plusieurs pays et contiennent les promesses que les pays s'engagent à tenir. Pourtant, il arrive que les lois nationales offrent des solutions plus adaptées. Dans ce cas, l'OPSC signale qu'il convient d'appliquer les mesures les plus propices à la réalisation des droits de l'enfant.

Les articles 12 à 17 traitent des aspects techniques importants dans le cadre de cet accord international.

Article 12 - Présentation d'un rapport

Les pays ne doivent pas oublier les promesses qu'ils ont faites et doivent régulièrement examiner la situation des enfants. Pour cette raison, l'OPSC demande à chaque pays d'expliquer (ou de présenter un rapport sur) les mesures qu'il a prises pour respecter ses engagements et tenir ses promesses. Ces informations sont recueillies dans un rapport qui doit être envoyé au Comité des droits de l'enfant.

Vous trouverez les rapports que les pays ont présentés au Comité des droits de l'enfant à cette adresse (en anglais) :



<http://www.unhcr.org/refworld/publisher,CRC,STATEPARTIESREP,,,0.html>

Articles 13 à 17

La dernière partie de l'OPSC aborde d'autres aspects techniques de cet accord international, notamment des conseils adressés aux pays qui ont signé et ratifié l'OPSC, et la possibilité pour un pays de se libérer de l'accord ou de proposer des modifications.

Le Comité des droits de l'enfant

Le Comité des droits de l'enfant est un groupe de 18 experts internationaux des droits de l'enfant qui suivent ou observent la façon dont les pays/gouvernements respectent leurs engagements et les promesses faites lors de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant ou de ses Protocoles facultatifs.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES



QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES

Entourez la bonne réponse aux questions suivantes :

1

L'OPSC est entré en vigueur le :

- a) 19 janvier 2001
- b) 18 janvier 2002
- c) 18 décembre 2001
- d) 18 décembre 2002

2

D'après l'OPSC, cet acte est illégal :

- a) La pornographie mettant en scène des enfants
- b) La vente des enfants
- c) La prostitution des enfants
- d) Les trois réponses sont correctes

3

Le terme « extradition » signifie :

- a) Être en mesure de prendre des décisions de justice ou d'engager des poursuites contre une personne ou une entité
- b) S'assurer que la procédure judiciaire tienne compte des besoins particuliers de l'enfant victime
- c) Que le gouvernement d'un pays renvoie une personne dans un autre pays pour qu'elle y soit jugée ou qu'elle y purge sa peine
- d) Aucune des trois

4

Depuis 2013, la Convention relative aux droits de l'enfant se complète par :

- a) 1 protocole facultatif
- b) 2 protocoles facultatifs
- c) 3 protocoles facultatifs
- d) Aucun protocole facultatif ne se rapporte à la Convention relative aux droits de l'enfant

VRAI OU FAUX

Entourez « vrai » ou « faux » pour les phrases ci-dessous.



VRAI



FAUX

1

Les gouvernements ne doivent pas participer à la sensibilisation des enfants victimes, de leurs familles et des communautés en général sur les effets néfastes des infractions couvertes par l'OPSC.

VRAI

FAUX

2

Les enfants victimes ont le droit de réclamer « réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables ».

VRAI

FAUX

3

La vente d'enfant implique nécessairement la notion de « traite ».

VRAI

FAUX

4

Les gouvernements doivent coopérer afin que les personnes commettant des infractions couvertes par l'OPSC soient traduites en justice.

VRAI

FAUX

5

Le Comité des droits de l'enfant est un groupe de 75 experts internationaux des droits de l'enfant.

VRAI

FAUX

6

Les tribunaux doivent disposer de pièces spécialement aménagées pour les enfants et enregistrer ou filmer les témoignages des enfants victimes de manière à éviter tout contact direct avec la personne qui leur a fait subir des violences.

VRAI

FAUX

7

Dans le cas où deux pays n'ont pas signé de traité d'extradition, ils peuvent quand même extraditer une personne à condition d'avoir tous les deux signé l'OPSC.

VRAI

FAUX

8

Les procédures judiciaires impliquant des enfants victimes doivent toujours prendre énormément de temps.

VRAI

FAUX

MOTS MÊLÉS

Chaque phrase comporte un mot-mystère dont les lettres sont mélangées.

Essayez de retrouver le mot en remettant les lettres dans l'ordre pour compléter les phrases.

1

La _____ des enfants est illégale.

(TUPONSTIROTI)

2

Malheureusement, il y a beaucoup de pornographie mettant en scène des enfants sur _____.

(ETRITNEN)

3

L'enfant _____ doit être protégé à chaque étape de la procédure pénale.

(TIEVMIC)

EXAMPLE

L'ONU ne légifère pas et n'est pas un _____ mondial.
(OERNEEMUGNTV)

Réponse : L'ONU ne légifère pas et n'est pas un **GOUVERNEMENT** mondial.

4

Parfois, la vente d'un enfant se fait aux fins d' _____ sexuelle.

(PLOAEXTIONIT)

5

_____ le grand public permettra d'empêcher les infractions couvertes par l'OPSC.

(NSSEIBILERIS)

MOTS CACHÉS

Essayez de trouver les mots cachés dans la grille.

Les mots peuvent aussi être écrits de droite à gauche, de haut en bas, de bas en haut ou en diagonale.

- OPSC
- Internet
- Enfant
- Vente
- Protéger
- Extradier
- Victime
- Exploiter
- Traite
- Droit

D	R	E	T	I	O	L	P	X	E
E	R	C	S	P	O	L	T	X	I
R	F	E	E	R	O	I	R	T	N
E	V	V	O	E	N	F	A	N	T
G	R	I	E	Q	T	S	I	A	E
E	S	C	G	N	S	C	T	D	R
T	A	T	Z	R	T	D	E	E	N
O	L	I	F	T	N	E	F	N	E
R	E	M	N	T	D	R	O	I	T
P	T	E	X	T	R	A	D	E	R

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Réfléchissez aux questions ci-dessous :

Pensez-vous que le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants* est utile ? Pouvez-vous expliquer pourquoi ?

Comment l'OPSC peut-il aider les gens à mieux comprendre les droits de l'enfant ?

Pensez-vous que l'OPSC comporte des problèmes ? Expliquez pourquoi.





Avez-vous d'autres questions sur l'OPSC ?

Notez vos questions et discutez-en avec une personne de confiance, qui pourra vous aider à trouver les réponses.

Connaissez-vous quelqu'un qui serait intéressé par l'OPSC et voudrait en savoir plus, et que pouvez-vous faire pour l'aider ?



RECHERCHE ET PLAIDOYER

Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants

La Représentante spéciale est une porte-parole indépendante qui œuvre au niveau mondial pour la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants.

<http://srsg.violenceagainstchildren.org/fr>

OPSC

Texte complet et officiel du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants :

<http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/OPSCCRC.aspx>

Ratification de l'OPSC

Pour découvrir si votre gouvernement a ratifié (ou accepté) le protocole, consultez le site :

https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-11-c&chapter=4&lang=fr&clang=_fr

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications

Le document est disponible à cette adresse :

<http://srsg.violenceagainstchildren.org/fr>

Livrets What is... (Qu'est-ce que...)

Il existe une série de livres en anglais intitulés What is... (Qu'est-ce que...). Ces dix livrets ont été élaborés pour les enfants et les jeunes et ont pour but d'expliquer différents aspects des Nations unies.

Par exemple :

- Qu'est-ce que... les Nations unies ?
- Qu'est-ce que... l'Assemblée générale de l'ONU ?
- Qu'est-ce que... le Conseil de sécurité ?
- Qu'est-ce que... le Conseil des droits de l'homme ?
- Qu'est-ce que... une convention et un traité ?
- Qu'est-ce que... la participation des enfants ?
- Qu'est-ce que... un représentant spécial ?
- Qu'est-ce que... une résolution omnibus ?
- Qu'est-ce que... une procédure de plainte concernant la CDE ?
- Qu'est-ce que... la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant ?

Visitez le site :

<http://resourcecentre.savethechildren.se/start/library> pour trouver tous les livres de la collection What is... . Une fois sur le site, entrez « What is... » dans la barre de recherche pour trouver la liste des livrets.

ECPAT International

Pour en savoir plus, consultez le site (en anglais) : www.ecpat.net

Manuel d'application de l'OPSC

Voici un autre outil pratique pour mieux comprendre l'OPSC : UNICEF, Manuel d'application du protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, UNICEF: Centre de Recherche Innocenti, avril 2010. ISBN: 978-88-89129-40-1

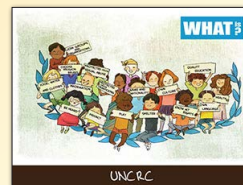
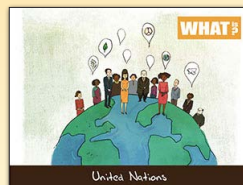
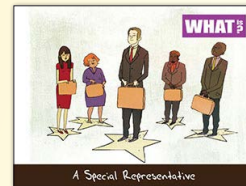
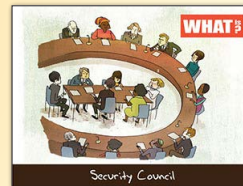
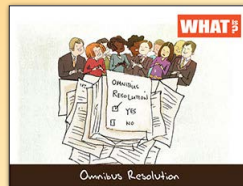
http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/optional_protocol_fre.pdf

Convention relative aux droits de l'enfant

Pour en savoir plus sur la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et sur vos droits, vous pouvez consulter le livret mentionné au paragraphe précédent, ou lire la convention traduite en 58 langues sur le site

<http://www.unicef.org/magic/briefing/uncorc.html>.

Ce site inclut un lien vers le texte officiel ainsi que des versions compréhensibles pour tous les types de lecteurs.



**Let us follow the Road Map to end violence against children
(Suivons la feuille de route pour mettre fin aux violences contre les enfants)**

Ce livre, existant en anglais et en espagnol, présente l'étude menée par les Nations unies sur la violence à l'encontre des enfants et des jeunes, ainsi que les recommandations formulées à l'intention des pays afin de prévenir et mettre un terme à toutes les formes de violence contre les enfants. Il décrit également les activités de suivi des recommandations de l'étude.

<http://resourcecentre.savethechildren.se/content/library/documents/let-us-follow-road-map-end-violence-against-children>

Les ressources suivantes se trouvent en anglais sur le site :
<http://resourcecentre.savethechildren.se/start/library>

**One Step Beyond – Advocacy Handbook for Children and Young People
(Un pas en avant – Livret pour le plaidoyer à destination des enfants et des jeunes)**

Si vous envisagez de faire des recherches ou d'élaborer un plan détaillé pour le plaidoyer en faveur de la fin des violences à l'encontre des enfants, nous vous invitons à lire cet ouvrage. Il pourra vous aider à organiser vos actions en faveur d'un changement.

**Safe you and Safe me
(Protège-toi et protège-moi)**

Ressource destinée aux plus jeunes (7-12 ans), afin de leur apprendre à connaître et à comprendre les types de violence auxquels les enfants sont confrontés partout dans le monde, et de leur donner des idées sur la façon dont ils peuvent se protéger contre ces violences.

**Equal You and Equal Me
(Toi et moi, égaux)**

Ce livret donne des informations sur la discrimination, pourquoi elle se produit et comment elle affecte les enfants.

**Participate with You and Participate with Me
(Participe avec moi et participe avec toi)**

Cet ouvrage vise à inciter tous les moins de 18 ans à en apprendre plus sur la participation des enfants et des jeunes dans tous les aspects de la vie et de la société, ainsi que sur ce que les gouvernements nationaux et locaux font pour s'assurer que ces droits sont respectés.

**Our Right to be protected from Violence: Activities for Learning and Taking Action for Children and Young People
(Notre droit à être protégés des violences : activités pour l'apprentissage et la prise d'actions des enfants et des jeunes)**

Cet ouvrage vous donnera plus d'informations sur l'Étude du Secrétariat général des Nations unies sur la violence contre les enfants. Il répertorie également différentes activités pouvant être menées pour connaître les problèmes liés aux violences dirigées contre les enfants, et il vous donnera des idées d'activités afin de passer à l'action.

**United Nations Secretary-General's Study on Violence against Children – Adapted for Children and Young People
(Étude du Secrétariat général des Nations unies sur la violence contre les enfants – adapté aux enfants et aux jeunes)**

Résumé adapté aux enfants du rapport officiel de l'étude de l'ONU ainsi que de ses recommandations, y compris un glossaire très utile pour aider à expliquer certains des termes que vous pourrez rencontrer en lisant ou en débattant sur la question des violences dirigées contre les enfants.

**World Report on Violence against Children
(Rapport mondial sur la violence à l'encontre des enfants)**

C'est un rapport plus détaillé (364 pages) décrivant les causes des violences dirigées contre les enfants ainsi que leurs effets. Il donne également plus d'informations sur les violences au sein du foyer et de la famille, mais également sur le lieu de travail, dans les écoles, les systèmes judiciaires et les services sociaux, ainsi qu'au sein de la communauté.

RÉPONSES AUX TESTS DE CONNAISSANCES

QUESTIONS À CHOIX MULTIPLES :

1. Réponse (b)
2. Réponse (d)
3. Réponse (c)
4. Réponse (c)

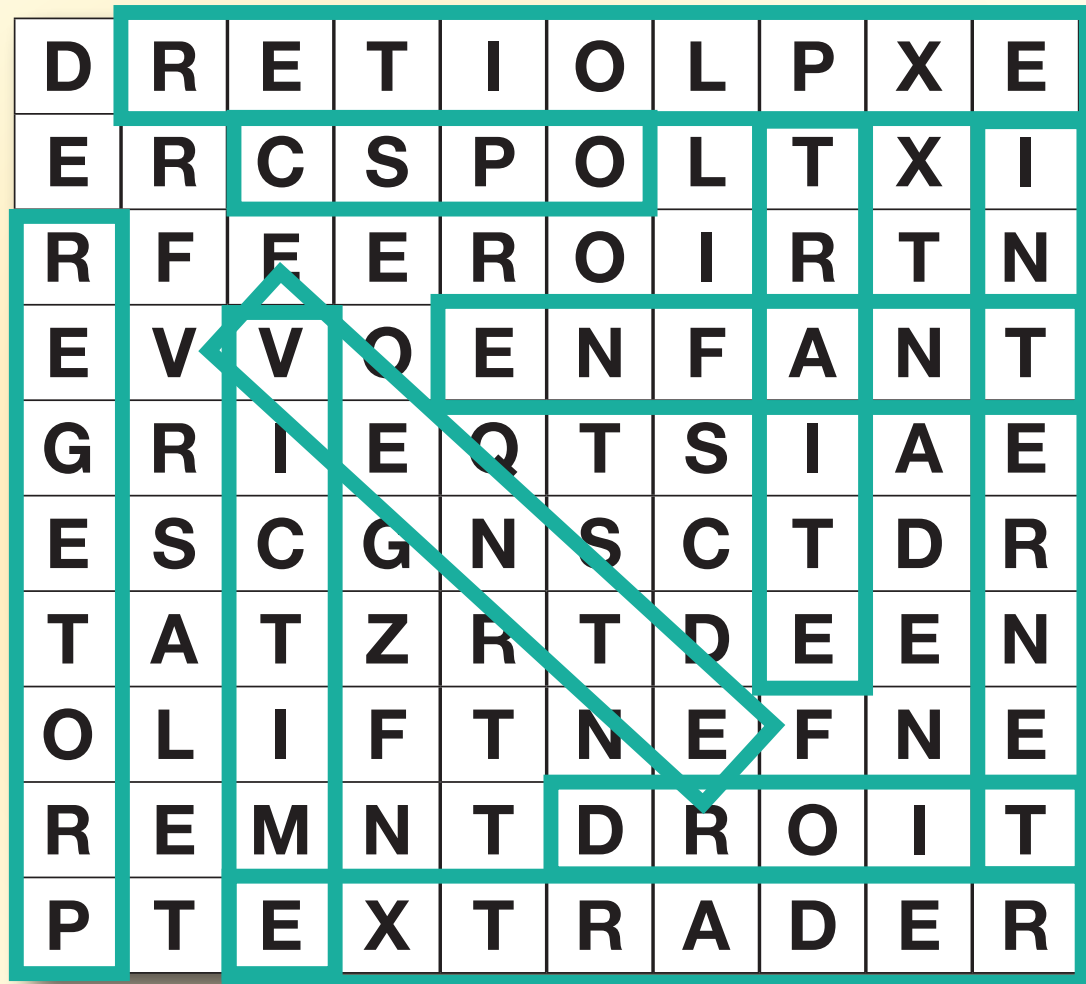
VRAI OU FAUX :

1. FAUX
2. VRAI
3. FAUX
4. VRAI
5. FAUX
6. VRAI
7. VRAI
8. FAUX

MOTS MÊLÉS :

1. Prostitution
2. Internet
3. Victime
4. Exploitation
5. Sensibiliser

MOTS CACHÉS :



NOTES :



La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants est une porte-parole indépendante qui œuvre à l'échelle mondiale pour la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, qui mobilise des actions et des appuis politiques afin de permettre au monde entier de progresser. Le mandat de la Représentante spéciale est ancré dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans d'autres instruments sur les droits de l'homme, et est encadré par l'Étude des Nations unies sur la violence contre les enfants.

<http://srsg.violenceagainstchildren.org/fr>

<http://facebook.com/martasantospaispage>

<http://twitter/srsgvac>

<http://youtube.com/srsgvac>